

Après le COVID-19 : une terre démondialisée ?

Philippe Moreau Defarges

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/3 Automne** , PAGES 47 À 58
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9781037301079

DOI 10.3917/pe.203.0047

Date de mise en ligne : 07/09/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-3-page-47?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Après le COVID-19 : une terre démondialisée ?

Par **Philippe Moreau Defarges**

Philippe Moreau Defarges est politologue et ancien diplomate.

Après une poussée sans précédent de mondialisation depuis 1945, le XXI^e siècle amorce un choc en retour que vient démultiplier la crise sanitaire, puis économique, produite par le COVID-19. Mais entre exigences de relocalisation, mirages d'auto-suffisance, et contraintes de l'internationalisation, l'avenir de la planète mondialisée n'est pas écrit : on peut souhaiter que l'avenir voie l'émergence d'une mondialisation réformée, voire maîtrisée.

politique étrangère

2020 : année du coronavirus ou du COVID-19, choc et traumatisme planétaire par le cumul de quatre phénomènes : diffusion foudroyante et planétaire du virus ; fermeture des frontières et confinement des populations par la quasi-totalité des États ; comparaison et compétition systématiques de leurs performances ; enfin certitude angoissée que l'avant – les jours heureux de l'ignorance, de l'innocence – ne reviendra pas. Le coronavirus est l'une de ces innombrables gouttes d'eau qui, tout au long de l'histoire, font déborder le vase, mettant à nu l'ordre établi et le bouleversant, le contenu réel du « plus rien ne sera comme avant » appelant débats et controverses à l'infini.

Le coronavirus s'inscrit dans une lame de fond de plus en plus visible depuis les années 2000 : perturbation des saisons par le changement climatique ; migrations provoquées tant par des explosions conflictuelles que par l'espoir d'échapper à la misère ; crises financières ; vagues terroristes ; désarroi des acteurs établis (États, multinationales...) Au temps de la mondialisation semblent succéder les « dé » : dé-mondialisation, décroissance, dé-consommation ou même dé-production. L'idée de démondialisation s'est banalisée dans les années 2000, notamment avec l'ouvrage du sociologue philippin Walden Bello (né en 1945), *Deglobalization, Ideas for a New World Economy* (2002) : « La mondialisation n'a pas

tenu ses promesses [...] Un autre monde est possible ! » En 2001, à Porto Alegre, le premier Forum social mondial s'était déjà revendiqué « altermondialiste ».

Les multiples ondes de choc des années 2000, de la décomposition du Moyen-Orient à la crise financière des *subprimes* de 2007-2008, des catastrophes de tous types (incendies, ouragans, pollutions...) aux étés toujours plus chauds, confirment les interactions entre mondialisation et démondialisation. Dans cette perspective, le COVID-19 donne une illustration capitale des oscillations ambivalentes, contradictoires, entre mondialisation et démondialisation. Dès lors, quels pourraient être les déterminants d'une démondialisation au XXI^e siècle ?

Du xx^e au xxi^e siècle : un basculement révolutionnaire ?

Chaque vague de mondialisation (grandes découvertes du XVI^e siècle ; deuxième expansion coloniale des États européens, seconde moitié du XVI^e siècle-1914 ; planétarisation des échanges mue par les pays occidentaux, 1945-années 2000) déclenche un choc en retour, les puissances motrices se disputant les espaces qu'elles ouvrent à la mondialisation, et les peuples dominés entrant à leur tour dans la compétition pour la richesse et l'hégémonie. La dernière poussée mondialisatrice – celle de la seconde moitié du XX^e siècle –, encore plus ample que les précédentes par son emprise géographique, ses parties prenantes, ses moteurs technico-économiques, se trouve à son tour emportée par de formidables rejets et contestations.

1945-années 2000 : une poussée sans précédent de mondialisation

Entre 1950 et 2000, la population mondiale a été multipliée par 2,5, passant de 2,5 milliards à 6,1 milliards d'habitants. Dans ce même demi-siècle, le produit mondial brut est multiplié par dix (1950, quatre milliards de dollars 2000 ; 2000, 41 milliards). Ces quatre chiffres, s'ils ne représentent que des ordres de grandeur, indiquent l'essentiel.

Les données démographiques montrent l'alourdissement considérable de l'emprise humaine sur la terre et ses ressources. L'augmentation du nombre des humains constitue bien une révolution démographique : allongement de la durée de la vie individuelle de plusieurs décennies, vieillissement des populations, bouleversement des équilibres entre sexes et entre générations...

La création de richesses croît, elle, trois à quatre fois plus vite que la population. Au moins deux mutations se superposent ici, se stimulant l'une l'autre : le ralliement des démocraties occidentales, puis des sociétés fermées (Chine,

Union soviétique...) à l'ouverture de leurs frontières, ce démantèlement des barrières aux échanges intégrant la quasi-totalité de la planète dans la machine économique capitaliste ; l'épanouissement concomitant d'un nouvel âge technique, symbolisé par Internet, et se diffusant bien plus rapidement et largement que les précédentes révolutions industrielles.

La Terre entière se trouve en conséquence liée par une explosion de flux et de réseaux, impliquant tant les marchandises que les services, les capitaux que les hommes, les travailleurs que les touristes. Espace et temps se contractent massivement. Tout s'interpénètre, se distord et se brouille : villes enchevêtrant gratte-ciels et bidonvilles ; campagnes connectées aux portables mais submergées par les déchets ; territoires longtemps protégés par leur éloignement ou leur nature (déserts, forêts tropicales, îles, océans, pôles...), désormais pénétrés et contaminés par les pollutions ou les modes ; vie dite civilisée et vie dite sauvage se rencontrant, avec de redoutables métissages entre espèces apprivoisées et espèces non domesticables...

De 1945 aux années 2000, l'hyperpuissance américaine a été tout à la fois moteur, laboratoire, pivot, gardien du rouleau compresseur d'une irrésistible mondialisation. Les années 1990 semblaient promettre « la fin de l'histoire », selon la formule de Francis Fukuyama, reprise de Hegel et d'Alexandre Kojève¹. Pour les maîtres penseurs du moment, les néo-conservateurs américains – souvent issus du trotskisme, avec la conviction quasi-philosophique du rôle décisif des minorités cachées –, la paix impériale américaine, en universalisant le marché et la démocratie, devait accoucher d'un consensus social planétaire, réunissant tous les États remodelés par une seule et même idéologie occidentale. En 2003, l'Irak post-Saddam Hussein, « libéré » par l'occupation américaine, est censé être le levier, la plaque tournante d'une transformation démocratique de tout le Moyen-Orient.

Le choc en retour : massif et brutal

La décennie 2000 accumule les signaux d'alarme. Le 11 septembre 2001, la destruction des Twin Towers, orgueilleusement dressées au bout de Manhattan, par un commando islamiste annonce la prolifération de délinquances internationales utilisant des zones échappant à l'ordre étatique. Deux mois plus tard, le 11 décembre, la Chine rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC), consacrant l'élargissement de la compétition économique internationale aux émergents, et d'abord à cet Empire du Milieu dont le réveil est supposé faire trembler le monde...

1. F. Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992.

La mondialisation des échanges, et en fait de toutes les circulations, amplifie et durcit les compétitions. Les Occidentaux, longtemps sûrs de leur avance, se découvrent vulnérables, se disputant des marchés qui ne leur sont plus acquis (automobile, aéronautique...), les « parvenus » du monde en développement réclamant, et obtenant, des transferts de technologie. L'immense Sud est lui aussi emporté par une violente concurrence interne, chacun exploitant ses avantages comparatifs (matières premières stratégiques, main-d'œuvre peu coûteuse...).

La mondialisation durcit les compétitions

Les inégalités se creusent à l'intérieur des sociétés, tout en s'internationalisant, annonçant des luttes de classes planétaires. La hantise du déclassement, du déferlement des « barbares », de l'érosion de modes de vie enracinés dans les siècles va nourrir nombre de poussées populistes (Hongrie, Pologne...). D'autres (Chine de Xi Jinping, Russie de Vladimir Poutine, Turquie de Recep Tayyip Erdoğan...) sont portées par des volontés de revanche : effacer l'humiliation des guerres de l'Opium, l'échec du soviétisme, le dépeçage de l'Empire ottoman... Les États-Unis de Donald Trump ne supportent pas de perdre leur première place, très éminente au-dessus des autres, et exsudent l'amertume anxieuse de ne plus être reconnus et remerciés comme ils devraient l'être. Ainsi s'enracinent les dynamiques de renfermement, de repli : rhétoriques nationalistes, rejets de ce qui vient de l'étranger, explications complotistes...

Dans ce contexte, le choc planétaire du COVID-19 pose la question de l'articulation entre mondialisation et démondialisation avec une acuité nouvelle et imprévisible.

COVID-19 : entre mondialisation et démondialisation

Les pandémies n'ont cessé d'accompagner l'humanité. Perçues pendant des millénaires comme des punitions des dieux ou du destin, elles sont, depuis deux siècles, avec la vaccination, les progrès de l'hygiène et de la médecine, appréhendées comme des maux devant et pouvant être analysés scientifiquement, et traités rationnellement. Coïncidence et/ou relation de cause à effet, les pandémies s'inscrivent pourtant aujourd'hui dans des bouleversements globaux, auxquels elles réinsufflent des dimensions eschatologiques.

Les pandémies : biologiques et sociales

Toute pandémie entremêle les cheminements aléatoires du ou des virus moteurs et d'innombrables réactions individuelles ou collectives, qui remodèlent la maladie et ses traitements. Si les pandémies bouleversent le

monde, leur impact n'est jamais linéaire, les décisions humaines – et d'abord politiques – se révélant peut-être plus déterminantes que la maladie elle-même.

Les pandémies peuvent infliger des coups de boutoir mortels aux ordres établis, et contribuent alors à accoucher le futur. La Peste noire des années 1347-1352, qui tue entre 30 et 50 % des Européens (environ 25 millions de victimes), peut être vue comme le cataclysme qui marque la fin du Moyen-Âge européen, et mène à la Renaissance et aux grandes découvertes. La raréfaction massive de la main-d'œuvre valorise le travail, augmente la rémunération des artisans et stimule l'ascension des villes (c'est la Florence du Quattrocento). La pandémie, partie d'Asie centrale, contribue à la fin de la Paix mongole (la *Pax mongolica* des XIII^e et XIV^e siècles) et à la fermeture de la Route de la soie entre l'Europe et la Chine. Les Européens, privés d'une liaison terrestre pluriséculaire, se tournent vers les océans pour rejoindre les îles aux épices et l'Empire du Milieu. Sans la peste, les Européens auraient-ils puisé en eux-mêmes l'énergie, l'inventivité technique, l'agressivité sanglante qui les lancent dans des expéditions le plus souvent vouées à l'échec ?

La grippe dite espagnole de 1918-1920 (30, 50, 100 millions de morts selon les estimations), combinée à la fin de la Première Guerre mondiale, et frappant surtout hors d'Europe, illustre l'extrême difficulté d'apprécier une rupture majeure. La diffusion de la maladie dans les parties les plus éloignées de la planète, de l'Alaska au nord de la Chine, rappelle aux hommes leur soumission à une nature dont les déchaînements leur échappent. Cette pandémie provoque pourtant aussi un remarquable bond en avant de la science médicale (découverte des virus), montrant la capacité des hommes à se mobiliser dans un mélange instable de compétition et de coopération².

Aujourd'hui, quelles sont les interactions imaginables entre le COVID-19 et le couple mondialisation-démondialisation ?

Entre tendances lourdes et réactions individuelles et collectives

Le COVID-19 peut être regardé comme un vecteur de démondialisation, le confinement constituant le premier pas d'un renfermement généralisé, poursuivi par le rétablissement des frontières – plus exactement, le rétablissement

2. J. M. Barry, *The Great Influenza. The Story of the Deadliest Pandemic in History*, New York, Penguin Books, 2018 et L. Spiney, *Pale Rider. The Spanish Flu of 1918 and How It Changed the World*, New York, Public Affairs, 2017.

de contrôles stricts –, le retour des États, la relocalisation des activités économiques et la réduction (ou plutôt le remodelage) des inégalités.

Chacun de ces facteurs est pris entre l'héritage des trois derniers quarts de siècle (1945-2020), et les réflexes conflictuels qu'il suscite : entre défense de l'héritage au nom du maintien de la prospérité et de l'emploi, et rejet radical, le système économique mondial en place ravageant l'environnement et mettant donc en péril l'avenir de l'humanité. Dans quelles conditions, selon quelles modalités, à quel prix, avec quelles conséquences, pourrait se manifester une démondialisation définie comme une reconquête (ou une conquête) d'autonomie, ou de souveraineté, au profit des individus, des sociétés, des peuples, des États ?

Confinement : un marquage au fer rouge ?

Des semaines, des mois de repli dans un lieu clos transforment-ils les comportements, les manières de penser et d'agir ? Tout – de l'éducation des enfants au travail, des loisirs aux relations amoureuses – est affecté par le confinement. Comme toute action humaine, ce dernier est créateur, ou au moins révélateur, d'inégalités. Et les interrogations naissent. Certains groupes se montreront-ils plus aptes que d'autres à surmonter le traumatisme de l'enfermement ? Certains s'enfonceront-ils dans une dépression durable ? L'impact du confinement n'apparaîtra que peu à peu, sans doute par à-coups, mêlé à l'effet d'autres traumatismes.

Frontières closes mais poreuses

La fermeture des frontières s'est imposée comme une nécessité sanitaire pour casser les chaînes de contamination. Ce cloisonnement généralisé, en principe circonstanciel et donc limité dans le temps, annonce-t-il un revirement historique, les exigences de précaution ou de protection excluant une liberté sans contrôle des échanges ? Dans la perspective actuelle, le retour aux frontières ouvertes est loin d'être acquis, la peur irrépressible d'une contamination suivant des parcours fort sinueux, fondant ou justifiant la fermeture.

**Les frontières sont
irrémédiablement
poreuses**

Toutefois, quels que soient les moyens mobilisés par les États pour verrouiller leurs frontières, la circulation non seulement est devenue une pratique quasi-universelle, mais régit désormais l'organisation économique du monde, les chaînes de production ayant été « planétarisées ». Les frontières sont irrémédiablement poreuses, traversées impunément par les microbes, franchies par toutes sortes de clandestins et trafiquants usant

des techniques les plus sophistiquées (le téléphone portable) ou les plus primitives (le creusement de tunnels). Le renfermement, loin de dépendre exclusivement des États, est pris dans des jeux complexes, et souvent violents, entre ceux qui revendiquent la défense de l'intégrité de leur territoire, de leur civilisation, et ceux qui affirment leur droit à chercher le bonheur là où ils pensent le trouver.

États : le retour d'un colosse enchaîné.

Le COVID-19 appelle ou appellerait le retour des États, seules entités pouvant mobiliser, par la loi, l'impôt et leur crédit international, les colossales ressources nécessaires à la restauration d'économies sinistrées. Le confinement ayant conduit ces États à multiplier leurs engagements de soutien, d'aide aux secteurs mis en difficulté.

Or ces États sont déjà très endettés, ayant assumé par des injections quasi-illimitées d'argent (*Quantitative Easing*) les crises financières des dernières décennies. Face au risque d'effondrement des économies, et à la montée d'un chômage massif, les États peuvent combiner quatre instruments, chacun étant porteur de graves tensions. *L'endettement* sur les marchés est indolore à court terme, mais viendra le temps du remboursement, des tractations avec les créanciers, de la colère des générations sur lesquelles il retombe. De plus, de très nombreux États étant touchés, la concurrence sur les fonds disponibles pourrait se faire très dure. *L'augmentation des impôts*, déjà élevés dans nombre de pays développés, ne sera probablement acceptée par le plus grand nombre que si elle ne touche que les plus riches – et les sommes prélevées risquent dès lors d'être insuffisantes. *L'inflation* peut alléger la dette, mais elle détruit l'épargne, et peut s'emballer.

Enfin, *la diminution des dépenses* exige des choix douloureux. La pandémie suggère aux États de s'interroger sur leurs missions fondamentales. Les dépenses de souveraineté (défense, politique étrangère...), déjà souvent réduites, seront-elles à nouveau sacrifiées, la santé primant désormais dans les charges collectives ? L'État pourra-t-il demeurer ce qu'il doit être : le gardien efficace de la force légitime ? Les ambitions de puissance plieront-elles devant les demandes d'une majorité dans le domaine social, et d'abord sanitaire ? La privatisation des services publics sera-t-elle stoppée au nom de la souveraineté, ou au contraire poursuivie du fait du tarissement des ressources financières ?

La relocalisation entre autosuffisance et contraintes d'internationalisation

Le contrôle des ressources vitales (par exemple des médicaments), la reconquête de la souveraineté économique, deviendraient la priorité de

tout État. Mais quels secteurs déclarer vitaux, ou stratégiques ? Serait stratégique tout secteur touchant à la sécurité nationale, au sens le plus large du terme (industries de défense, renseignement, mais aussi aviation, ou pourquoi pas automobile ou pharmacie...). Les secteurs stratégiques, dans leur noyau dur (armements, aéronautique...), exigent déjà de lourds investissements, qui ne peuvent être assumés que par l'exportation ou la participation de partenaires étrangers.

Dans ces conditions, comment demeurer, ou devenir souverain dans ces domaines ? Toute relocalisation requiert de multiples conditions : un accès aux matières premières les plus convoitées (minéraux aux qualités précises, terres rares...) ; des capacités techniques garantissant de rester dans la course ; un marché important proche, ou même captif... Les pays émergents qui se sont faufilés, puis installés, dans les chaînes mondiales de production, ne renonceront pas à leurs avancées. Quant aux multinationales occidentales, et d'abord aux GAFA (Google Amazon Facebook Apple), leur développement repose sur le déploiement toujours plus global de leurs réseaux et de leurs flux ; cette expansion planétaire pourrait-elle se poursuivre, ou même survivre, si les États (et en premier lieu les États-Unis), dont ces géants sont originaires et dont ils incarnent la réussite, optaient pour un repli et un unilatéralisme virulents ?

Le renversement des échiquiers sociaux : au bénéfice de qui ?

Une catastrophe – tremblement de terre, guerre, pandémie... –, frappe d'abord et surtout les pauvres, pèse sur les riches, secoue et redistribue les positions sociales³. Le coronavirus de 2020 sera à cet égard une épreuve de vérité pour les gouvernants et les élites qui les entourent. Pourquoi, comment en est-on arrivé là ? Dans la réponse à cette interrogation, tout ou presque devient possible : dénonciation de maîtres d'orchestre cachés, recherche de boucs émissaires, poursuite de responsables, arrivée au pouvoir d'individus, ou de groupes qui, en temps « normal », demeuraient dans leur marginalité...

La pandémie de COVID-19 s'inscrit dans une rupture authentiquement globale : la contestation, ou le rejet, de l'industrialisation de notre planète, est une onde de choc qui ne fait que commencer.

Démondialisation agressive ou mondialisation maîtrisée ?

Il y aura un avant et un après COVID-19, mais la pandémie ne survient pas sur une table rase, n'abolit pas les problèmes qui l'ont précédée. L'humanité

3. W. Scheidel, *The Great Leveler. Violence and the History of Inequality from the Stone Age to the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2017.

sent, perçoit l'impasse. L'industrialisation de la Terre entière est porteuse d'effets de plus en plus négatifs : pollutions massives, consommation démesurée des ressources naturelles, destruction d'habitats (forêts, océans...), multiplication des interférences entre hommes et vie sauvage...

La « vieille » géopolitique, celle d'un darwinisme social régi par la compétition sans fin pour la richesse et la puissance, reste pourtant la base des rapports interétatiques, vigoureusement ravivée, et même re-légitimée, par le défi du COVID-19. Simultanément, la question d'un ordre mondial supra-étatique, organisant une relation maîtrisée entre l'homme et son environnement, ne saurait disparaître ni des préoccupations ni même des calculs des acteurs du système, et d'abord des gouvernants, nul ne pouvant oublier que ce sont les hommes qui font la Terre petite, et qu'ils ne peuvent survivre sans elle.

Dans cette perspective, quatre questions, à la fois distinctes et liées les unes aux autres, vont dessiner les perspectives de démondialisation (ou le maintien de formes plus ou moins maîtrisées de mondialisation) au XXI^e siècle. Quelle croissance ? La révolution scientifico-technique : par qui et pour qui ? Dans leur duel, que cherchent, que veulent, les deux colosses, États-Unis, Chine, en termes de mondialisation et de démondialisation ? Enfin, quelle coopération internationale ? Les réponses à ces quatre questions appartiennent aux hommes et à eux seuls. Si la nature les place devant des dilemmes insolubles, reste toujours une issue : rendre l'insoluble soluble, non par la force – en définitive inefficace et dérisoire si elle ne fait que contraindre –, mais par un mélange d'imagination, de calcul et si nécessaire de pressions.

Une croissance en morceaux ?

La croissance économique est aussi un élargissement, une expansion : nouveaux marchés, nouveaux consommateurs, nouveaux produits... Depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, croissance et échanges sont analysés comme un couple insécable, les seconds tirant ou amplifiant la première. Une croissance démondialisée, privée même partiellement de liaisons lointaines, serait nécessairement ralentie ou freinée, comme le montrent la Première Guerre mondiale ou la crise des années 1930 et sa conclusion tragique, la Seconde Guerre mondiale : effondrement du commerce international, barrières à la circulation des biens (pour que la richesse ne s'échappe pas), contraction massive des produits nationaux bruts. Face à de tels désastres, les sociétés s'adaptent, avec, toujours, les trois mêmes instruments : rationnements, produits de substitution, et marchés noirs. Si les États du XXI^e siècle disposent de moyens techniques pour gérer une démondialisation, celle-ci n'en serait pas moins coûteuse, la réduction des échanges durcissant la compétition tant entre importateurs qu'entre exportateurs.

Avant même le choc du COVID-19, la croissance mondiale se heurtait à de multiples incertitudes : frictions commerciales entre les États-Unis de Donald Trump et la Chine de Xi Jinping, multiples revendications protectionnistes, défi du changement climatique, conviction, pour nombre d'économistes, qu'une Grande Stagnation, due à une moindre inventivité, était inévitable. La démondialisation de la croissance, le recul des échanges de longue distance, ne sauraient qu'enfermer un peu plus encore chaque région, chaque État, dans ses difficultés, creusant les inégalités et les lignes de fracture entre les sociétés et les individus.

La révolution scientifico-technique entre « mondialisateurs » et « démondialisateurs »

La science, ou plus précisément certains scientifiques, aiment à se voir comme des faiseurs de paix, promoteurs d'universalisme. Dans les faits pourtant, nombre de ces scientifiques soit s'identifient à leur patrie (dans les dernières décennies du XIX^e siècle, le Français Louis Pasteur et l'Allemand Robert Koch engagés dans la course aux vaccins), soit se trouvent pris, *volens nolens*, dans les convoitises que suscitent leur talent ou génie (à la fin de la Seconde Guerre mondiale, disputes entre les vainqueurs pour le partage des savants allemands).

La santé publique, comme les autres domaines, est soumise aux rivalités nationales : le premier à mettre au point un vaccin ou un traitement sera peut-être un bienfaiteur de l'humanité, mais d'abord le protecteur de son peuple... Les investissements considérables requis, le poids des industries pharmaceutiques, la centralité désormais acquise par les problématiques de santé, excluent que cette dernière puisse sortir du champ de la compétition entre États. Ainsi se répète la contradiction, et même le conflit, entre l'émergence d'intérêts communs à toute l'humanité et la vigueur, semble-t-il indestructible, des égoïsmes nationaux.

États-Unis, Chine : à chacun sa sphère démondialisée⁴ ?

Le 17 janvier 2017, le président chinois pose, devant le World Economic Forum de Davos, en apôtre du libre-échange et du multilatéralisme mondial. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient le promoteur et le gardien de ce système. À partir des années 2000, les positions s'inversent. Les États-Unis, sentant mais n'acceptant pas la fin de leur hégémonie absolue sur l'ordre international, manifestent de plus en plus ouvertement leur méfiance, puis leur hostilité, à l'encontre du

4. G. Allison, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le Piège de Thucydide ?*, Paris, Odile Jacob, 2019.

multilatéralisme. La Chine, talonnant le colosse américain pour la première place, tenant enfin sa revanche sur les humiliations occidentales, a désormais pour priorité de consolider sa percée, notamment en s'emparant d'un nombre croissant de postes déterminants dans la constellation onusienne, et en se faisant le porte-parole de la mondialisation future.

Trois ans plus tard, en 2020, les États-Unis de Donald Trump rejetant l'Organisation des Nations unies (ONU) et d'abord plusieurs de ses agences, la bataille onusienne est gagnée pour et par la Chine, par retrait ou abandon de l'adversaire. Le bras-de-fer entre Washington et Pékin se déplace du terrain des idées, des principes, à celui du contrôle des territoires. La Chine se déploie tant vers le Pacifique (îles artificielles, bases militaires en mer de Chine, descente vers la « langue de bœuf » longeant les côtes du Vietnam, encerclement de Taïwan) que vers l'Eurasie (Nouvelles routes de la soie, OBOR –, avec une double liaison, l'une maritime Europe-Chine par l'océan Indien, l'autre terrestre à travers l'Asie centrale). Un nouveau partage du monde est-il en train de s'amorcer ? Si la Chine ne cède guère le déploiement de ses tentacules, les États-Unis paraissent, eux, vouloir s'enfermer chez eux, conformément à la ligne du *Tea Party* fondé pour combattre l'internationalisme – pourtant fort timide – de la présidence Obama (2009-2017).

Une démondialisation financière et monétaire ?

Une première avancée décisive vers la démondialisation pourrait intervenir dans le domaine financier et monétaire. Les États-Unis de l'administration Trump, se retirant de l'accord de dénucléarisation avec l'Iran (8 mai 2018), interdisent toute transaction en dollar avec cet État, convainquant nombre de pays, notamment parmi leurs alliés, de mettre fin au quasi-monopole de la monnaie américaine dans les transactions internationales. Or la Chine ne cache pas sa volonté de créer, face à l'espace dollar, un autre espace monétaire. La partie est ouverte, et elle va durer : l'Union européenne, avec son bras monétaire, la zone euro, ne pouvant rester passive.

Coopération à la carte ou coopération multilatérale institutionnelle ?

L'universalisme institutionnel est-il entré en agonie, la coopération internationale se démondialisant elle aussi, et privilégiant les accords au cas par cas ? La coopération institutionnelle garde beaucoup d'atouts. Ainsi le Fonds monétaire international (FMI) demeure-t-il un rouage essentiel. En dépit de ses erreurs de diagnostic, sa compétence et son indépendance

restent établies, et assurent une surveillance planétaire et quotidienne de l'économie mondiale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) réalise tant la collecte planétaire des informations concernant la santé que la diffusion de recommandations permettant une gestion coordonnée, notamment des pandémies.

Tout ce qui est « technique » au sens le plus large du terme requiert le multilatéral : des règles claires et uniformes pour tous, des mécanismes d'assistance ou d'entraide... Mais le « politique » demeure le lieu des souverainetés susceptibles. Si le technique peut invoquer des contraintes matérielles aussi têtes que les faits (selon Lénine), le politique, lui, manipule le matériau essentiel : les représentations, les passions humaines à travers lesquelles finalement tout se décide, pour le meilleur ou pour le pire.

* * *

Démondialisation, ou mondialisation réformée ?

Les hommes ont fait la Terre petite, et si solidaire que toute démondialisation pourrait constituer une régression dangereuse, déchirant ou amputant des millions, des milliards de liens de toutes sortes. La mondialisation n'a jamais été seulement économique, ou sauvage, elle a toujours été globale.

La seconde moitié du XX^e siècle, celle de la dernière mondialisation, dite libérale ou américaine, est marquée par des développements institutionnels et bureaucratiques considérables et fort utiles : de la constellation onusienne à de multiples organisations non gouvernementales. L'humanité, dans son ensemble, ses échanges et métissages sans fin, est vouée à se penser comme une, tout en préservant, il faut l'espérer, les nécessaires différences. Plutôt que de dénoncer, ou rejeter, une mondialisation que crée toute l'histoire des hommes, ne faut-il pas plutôt penser une mondialisation remodelée comme une gouvernance prudente, veillant à ce que la chère et fragile maison terrienne ne se transforme ni en une juxtaposition de forteresses hostiles, ni en panoptique – cette prison « parfaite » des utilitaristes anglais à la Bentham où toute intimité se soumet au regard tout puissant et constant d'une surveillance invisible ?



Mots clés

Mondialisation
Démondialisation
COVID-19
Chine